

THIERRY DE MONTBRIAL

Fondateur et Président de la WPC

Monsieur le conseiller, représentant de Sa Majesté, Messieurs les présidents, Messieurs les premiers ministres, Excellences, Mesdames et Messieurs.

Je suis heureux de me trouver à Marrakech, dans cette magnifique ville de ce magnifique pays, et d'ouvrir les travaux de cette conférence. Je remercie Sa Majesté à travers vous, Monsieur le conseiller, pour le discours très substantiel que vous venez de nous lire.

Je dois tout d'abord rappeler que cette *World Policy Conference*, dont nous allons tenir la deuxième édition, a pour but de contribuer à la reconstruction de la gouvernance mondiale. C'est un but à la fois très précis et très ambitieux.

Si l'on parle de gouvernance plutôt que de gouvernement, c'est pour évoquer la nécessité de mécanismes flexibles de coordination à une époque où un mode d'organisation purement hiérarchique paraît inadapté aux défis auxquels le monde fait face. La gouvernance mondiale, c'est fondamentalement le problème de *la coordination de la production des biens publics* tels qu'ils sont appréhendés par les Etats, ceux-ci restant encore la réalité fondamentale de la société internationale. Chacun d'eux a sa vision des biens publics, une vision affectée mais non pas déterminée par les débats planétaires.

Comme vous l'avez dit, Monsieur le conseiller, ce que nous cherchons à faire aujourd'hui - nous, je veux dire la *World Policy Conference*, mais au-delà tous ceux qui travaillent à ce problème de la gouvernance - c'est réaliser une approximation praticable et réaliste du projet de paix perpétuelle : ce vieux projet auquel, comme vous l'avez dit, sont associés des noms illustres. Vous avez évoqué celui d'Ibn Khaldoun : beaucoup d'Occidentaux auraient en effet profité à lire les œuvres de cet immense philosophe et historien. Naturellement on pense aussi aux écrits de l'abbé de Saint-Pierre, d'Emmanuel Kant, ou, plus près de nous, du philosophe allemand Jürgen Habermas.

Nous voulons travailler à l'émergence d'une version concrète et réaliste d'un tel projet. L'enjeu est vital parce que, si nous ne parvenons pas à adapter nos structures de coordination à un monde qui change vite et même trop vite, nous vivrons des crises systémiques dont celle que nous avons traversée sur le plan économique et financier ces derniers mois ne donnerait qu'un avant-goût. C'est donc ce risque de crise structurelle majeure au niveau mondial qu'il s'agit d'éviter - cela, c'est l'aspect défensif - et au-delà, il importe de construire des modes de coordination bénéfiques à tous dans la durée.

Je regrette personnellement qu'après la Seconde guerre mondiale, on ait remplacé l'appellation *Société des Nations* par *Organisation des Nations Unies*. Cela était sans doute inévitable, puisque la Société des Nations était en faillite en raison des événements de l'entre-deux-guerres. Mais je crois qu'au stade d'évolution où nous en sommes, l'expression " Société des Nations " correspond davantage à la réalité qu'" Organisation des Nations Unies ", tout simplement parce que les Nations ne sont pas ou pas encore unies. L'ensemble des Etats constitue une société beaucoup plus qu'une communauté, au sens sociologique de ces termes. Ce que nous voulons donc construire, c'est une véritable Société des Nations. Et toute société doit se structurer pour dégager des intérêts supérieurs communs, c'est-à-dire qui transcendent les inévitables conflits entre ses membres. Elle doit s'organiser pour prévenir ou contenir les effets des perturbations de toute nature, qu'il s'agisse de chocs économiques ou politiques. Je pense en particulier - pour ceux qui connaissent les premiers travaux d'Henry Kissinger sur le Congrès de Vienne et la construction d'un concert européen après les guerres napoléoniennes - au concept d'acteur révolutionnaire. L'acteur révolutionnaire, c'est celui qui refuse d'obéir aux règles établies pour le bien

commun de la société et qui, par conséquent, mettent celle-ci en péril. Toute société doit s'organiser pour circonscrire les acteurs qui cherchent à la détruire ou à la déstabiliser.

Ces idées peuvent paraître abstraites mais elles sont en réalité fort concrètes. Le grand mathématicien et physicien français Paul Langevin disait: " Le concret, c'est de l'abstrait usagé ". Ces idées abstraites se traduisent en effet, typiquement, dans le domaine de l'organisation du commerce international. Le but de l'OMC, c'est de maintenir un système économique essentiellement ouvert car nous savons que si le système économique se refermait, on connaîtrait à nouveau des crises comparables à celles des années trente qui ont conduit à la Seconde Guerre mondiale avec le protectionnisme, la montée des nationalismes, etc. Et la question de la lutte contre les perturbateurs, aujourd'hui, prend une tournure infiniment concrète à travers le terrorisme international orchestré par des unités politiques non étatiques telles que, par exemple, Al-Qaida.

L'approfondissement de ces problèmes fait appel à deux types de perspectives dans l'ordre du temps et dans l'ordre de l'espace.

Dans l'ordre du temps, il faut à la fois se préoccuper de la construction d'un système de coordination viable à moyen et à long terme, mais sans négliger les problèmes à court et à moyen terme. Il faut donc pouvoir travailler sur deux échelles de temps différentes. Et en ce qui concerne l'espace, il faut œuvrer à la fois sur le plan régional et sur le plan global. Il n'est pas raisonnable d'espérer élaborer des mécanismes susceptibles de résoudre tous les problèmes locaux au niveau mondial. L'une des grandes déficiences de la gouvernance telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, c'est précisément de mal traiter les problèmes régionaux.

Je pense que pour l'avenir de la *World Policy Conference*, - et cela concerne les travaux des deux jours à venir, nous devons avoir présente à l'esprit cette double distinction, temporelle et spatiale, le court-moyen et le moyen-long terme d'une part, le régional et le global de l'autre.

Je pense qu'une Organisation des Nations Unies rénovée – qui, j'en suis conscient, ne se ré-appellera certainement pas Société des Nations - devra se fixer pour mission d'assurer la cohérence et de veiller à la légitimité des mécanismes de coordination mis en place pour chacun des grands problèmes affectant le monde dans son ensemble, et ceci aux différentes échelles de temps et d'espace.

Quelques mots si vous le permettez sur les événements survenus depuis notre première réunion il y a un peu plus d'un an à Evian. Je pense surtout à la crise économique et financière. Ceux d'entre vous qui étaient présents à Evian l'an dernier se souviennent que la *WPC* a coïncidé avec une forte poussée de la crise. Jean-Claude Trichet avait pris le temps de venir malgré les énormes tensions. Aujourd'hui, on peut dire que la crise financière est pour l'essentiel derrière nous. A condition cependant de ne pas relâcher les efforts et de ne pas penser que, parce que les choses vont mieux, on peut se dispenser d'effectuer les indispensables réformes systémiques.

En ce qui concerne la situation économique, nous sommes loin d'y voir clair. La plupart des experts pataugent encore quand il s'agit de définir les stratégies de sortie. Nul ne sait combien d'années seront nécessaires pour remettre le système économique dans son ensemble sur les rails.

Mais au-delà de l'aspect économique, je voudrais insister sur le fait que la gouvernance mondiale, ce n'est pas seulement l'économie - il y a d'ailleurs une forte interaction entre l'économie et la politique sur laquelle j'ai insisté dans mes interventions à Evian - mais ce sont aussi les problèmes politiques, les problèmes de sécurité et un certain nombre de questions plus spécialisées telles que l'énergie, le climat ou encore la santé, l'environnement, etc. Tous ces thèmes sont inscrits à l'ordre du jour de nos travaux.

D'une manière sans doute trop brutale, je dirai que sur ces différents plans le monde n'a pas beaucoup progressé depuis l'an dernier. S'agissant de l'énergie, par exemple, puisque nous sommes à deux mois de la Conférence de Copenhague, je crains que nous n'allions vers une déception parce que les mécanismes

de gouvernance et de négociation pour des sujets aussi complexes que le rapport entre l'énergie et le climat ne sont pas au point. Cette remarque vaut pour d'autres sujets, comme la santé. Nous avons donc énormément de pain sur la planche.

Du point de vue de la méthode, pour progresser dans ces directions, permettez-moi quelques remarques. Tout d'abord, je veux insister sur la primauté des Etats. Le projet de la *World Policy Conference* a été conçu à la fin 2007, avec une première réalisation en 2008. Nous sommes les premiers à avoir rappelé le principe de la primauté des Etats, en un temps où la mode était encore de ne plus les considérer que comme entraves à l'avènement du meilleur des mondes.

Oui, les Etats ont la primauté puisque par définition, ils incarnent le bien commun de leurs peuples, même s'ils le font imparfaitement. Ce qui ramène au thème de la coordination dont je parlais tout à l'heure.

Naturellement, les Etats doivent aussi se réformer à l'intérieur et pas seulement dans les modes de coordination interétatique. Et pour pouvoir améliorer le fonctionnement de systèmes aussi complexes que la finance, l'énergie, la santé, etc., ils doivent coopérer avec les autres parties prenantes et donc les autres unités actives ou unités politiques concernées, question par question. Il faut segmenter et coordonner, ce qui ramène à la mission de l'ONU à laquelle je faisais allusion précédemment. Derrière tout cela, il faut une volonté coopérative qui transcende les conflits et les différences. Faute de quoi rien n'est possible. Là se situe probablement l'obstacle principal.

Cela fait quelques années que je tente de caractériser le nouveau monde dans mes écrits. L'an dernier, à Evian, j'ai pour cela utilisé trois termes qui sont : multipolarité, hétérogénéité et globalité. Permettez-moi à nouveau quelques mots sur chacun d'eux.

Multipolarité : certes, les Etats-Unis sont et vont rester la première puissance mondiale dans l'avenir prévisible. Ceci, personne ne peut en douter. Mais sur chacun des problèmes de la gouvernance, les Etats-Unis ne peuvent plus prétendre détenir seuls les clefs du bien commun. Ils doivent raisonner en termes de *partnership* davantage qu'en termes de *leadership*, ce qui n'est pas dans leur culture. Ils doivent apprendre à travailler avec d'autres acteurs. Mais les pôles correspondant à chacun des problèmes identifiés ne sont pas forcément les mêmes. Si j'ose employer un vocabulaire mathématique, l'intersection des ensembles des pôles correspondants aux différents problèmes comprend évidemment les Etats-Unis. Les Etats-Unis sont toujours parmi les pôles, tout au moins au niveau global. Ceci est un point très important. Il faut donc pour chaque problème bien identifier les pôles. Par exemple, la création du G20 paraît une initiative heureuse, s'agissant de la coordination macro-économique et financière globale. Mais s'agissant des questions politiques majeures, le bon G serait probablement constitué des membres permanents d'un conseil de sécurité rénové dans le système des Nations Unies, en nombre beaucoup plus restreint. Et là, force est de constater que l'on n'a pas beaucoup progressé.

Ce que je veux dire s'agissant des G - des groupes correspondants aux différents problèmes de gouvernance - c'est ceci. Premièrement, l'identification des membres d'un G dépend du problème posé, mais en même temps qu'un G est institué, il faut élaborer une charte définissant les droits mais aussi les devoirs de chacun de ses membres, afin d'assurer dans le domaine considéré une gouvernance effective qui ne soit pas seulement pour le bien des membres de ce groupe mais également pour les autres. Et là, nous avons une difficulté que nous rencontrons partout : pour qu'un groupe fonctionne de manière efficace, il faut qu'il soit suffisamment large pour inclure les principaux acteurs du domaine considéré, mais en même temps qu'il ne le soit pas trop pour qu'il puisse fonctionner. C'est ainsi que l'un des problèmes majeurs dans les négociations sur l'énergie et le climat, on le verra sûrement à Copenhague, c'est qu'il y a trop d'acteurs, au moins dans la phase actuelle.

La définition du bon G, de la bonne taille correspondant à chaque problème, est un exercice difficile mais je le répète : chaque G doit avoir sa charte de devoirs et de droits. Parmi les devoirs, il y a nécessairement de

contribuer effectivement au bien commun par la mise en œuvre de ressources substantielles, économiques ou militaires par exemple.

J'insiste sur l'aspect devoir. Il me semble, Mesdames et Messieurs, qu'il y a là beaucoup à faire. A moins que je sois mal informé, je ne sache pas que les différents G en existence actuellement se soient préoccupés de définir par écrit de manière précise ce à quoi ils sont engagés, non seulement pour le bien de leurs membres mais pour celui des autres Etats. A cet égard, je pense qu'il y aurait place pour un travail de révision de la Charte des Nations Unies dans son ensemble. Et permettez-moi de vous dire, quitte à jeter un pavé dans la mare, que certains textes même approuvés par l'Assemblée Générale des Nations Unies - comme la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, " universelle " parce qu'à la dernière minute René Cassin a réussi à substituer cet adjectif au mot " international " - posent problème. La déclaration des Droits de l'Homme est superbe, beaucoup y souscrivent, et j'y souscris naturellement moi-même sans réserve, mais elle n'est pas universelle dans la mesure où l'ensemble des membres de la société internationale n'ayant pas été associés à sa rédaction, elle n'est pas incarnée dans toutes les cultures. Donc il y a un important travail à faire afin de préciser les droits mais aussi les devoirs des membres des différents G. Et ceci vaut en particulier pour les membres du G20 qui est la dernière création.

Derrière tout cela, on voit qu'il y a un problème d'efficacité et un problème de légitimité. L'efficacité commande qu'il n'y ait pas trop de membres dans un groupe et, naturellement, que ce groupe soit lui-même convenablement organisé. La légitimité commande qu'il y en ait suffisamment et qu'il y ait aussi des mécanismes pour inclure les intérêts des non-membres et là, tout ou en tout cas beaucoup reste à construire.

Naturellement, quand on parle de ces groupes qui pullulent et qui se créent à travers les ans, on doit aussi inclure les institutions internationales telles que, dans le domaine économique, la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International, etc. La question de l'articulation et de la cohérence de toutes ces institutions reste encore largement à trancher et comme je l'ai dit précédemment, une Organisation des Nations Unies rénovée pourrait avoir un rôle majeur dans ce domaine.

Le deuxième de mes qualificatifs du nouveau système international, *l'hétérogénéité*, touche à un point essentiel. Le facteur idéologique reste très important dans le monde actuel. L'idéologie, c'est simplement le fait que chaque peuple fonctionne selon un "système d'idées", et les systèmes d'idées ne forment pas un tout cohérent. L'équation de la fin de l'histoire, l'équation de Fukuyama (démocratie + économie de marché => paix + prospérité), repose sur un postulat idéologique d'autant plus contestable qu'on ne définit pas avec précision les termes employés. Elle n'est pas opérationnelle.

Il faut donc reconnaître que les différents peuples, les différentes nations, les différentes unités politiques ont des idéologies ou des cultures différentes. Et pour pouvoir travailler ensemble, chacun doit être tolérant. Le mot tolérance, Monsieur le conseiller, vous l'avez employé tout à l'heure. La tolérance, c'est le respect de l'autre. C'est le fait d'être à l'écoute de l'autre, de chercher constructivement à le comprendre. Cet effort, nous le consentons en général très insuffisamment. Et de fait il n'est pas facile de comprendre ce qu'on appelle en anglais les " mind sets ", les structures mentales, des autres. Je prends l'exemple de la politique étrangère de la Chine. La Chine n'est pas très représentée à cette édition de la *World Policy Conference*, mais j'ai des raisons d'espérer qu'elle le sera l'an prochain. Quand les Chinois disent des choses qui nous choquent, on doit chercher à les interpréter à travers leur culture, leur histoire. On s'aperçoit alors qu'il ne s'agit pas nécessairement de calculs au second ou troisième degré contre, par exemple, les intérêts occidentaux. Quand les Chinois, depuis le début des années 90, attirent l'attention sur les dangers qu'il peut y avoir à occuper l'Irak ou l'Afghanistan, ils ne cherchent pas forcément à attirer les Occidentaux dans un piège. Ils font des remarques fondamentalement justes, et pour bien comprendre ce genre de discours, on doit se référer à une culture stratégique où, d'une manière générale, la non-guerre est préférable à la guerre. Cela va très au-delà de l'adage latin *Si vis pacem, para bellum*, " si tu veux la paix, prépare la



guerre". Il y a donc vraiment des problèmes de compréhension auxquels nous devons attacher la plus grande importance.

Le temps me manque pour développer une autre idée que je me contenterai d'esquisser. Il s'agit du problème de la traduction. Pensez aux textes qui régissent l'Union européenne. Pensez au défunt projet de Constitution. La recherche d'un texte qui puisse passer dans toutes les langues le condamne nécessairement à une sorte de vacuité, ou tout au moins à une pauvreté extrême car toute langue véhicule son système mental. Ce qu'il faudrait rechercher pour une Constitution européenne revue et corrigée, ce serait l'élaboration de textes qui ne seraient pas forcément traduits les uns des autres mais qui seraient perçus comme des sortes d'équivalents exprimés à travers les cultures des différentes nations. Il y a là, me semble-t-il, une piste à explorer.

Enfin, le troisième de mes qualificatifs est *globalité*. La globalisation (ou mondialisation), est une conséquence de la révolution des technologies de l'information et de la communication. C'est donc un phénomène par essence irréversible. Pas tout à fait cependant. Je m'explique : c'est un phénomène qui porte en lui son extension, mais il peut être cassé artificiellement. Rien n'empêche, en effet, les Etats de rétablir des barrières protectionnistes. Rien ne les empêche, avec les mêmes technologies, de contrôler les sites Internet, etc. Simplement, si on se laisse aller à cela, il faut le répéter, on va à la catastrophe. C'est-à-dire que l'on pourrait alors connaître un troisième conflit mondial. Un vrai. Il faut donc à tout prix s'organiser pour que cette globalisation ou mondialisation puisse poursuivre son chemin, mais d'une manière plus harmonieuse, pour employer un terme fondamental dans la culture chinoise.

Il faut trouver des modes de gouvernance permettant à la mondialisation de se poursuivre d'une manière harmonieuse. Tel est en fin de compte l'enjeu du processus de la *World Policy Conference*. Cela suppose un certain nombre de conditions que j'ai tenté d'énoncer précédemment, où l'aspect tolérance est particulièrement important.

Nos travaux s'inscrivent dans le schéma général que je viens d'esquisser.

Pour cette édition, qualifiée de *Groundwork Meeting*, nous avons choisi sept grands thèmes déclinés en une dizaine de tables rondes.

Pour chacun de ces thèmes, je vous encourage ardemment à identifier les questions pertinentes, les points majeurs sur lesquels nous devons tenter de progresser. Esquisser des solutions oui, mais comme on dit, un problème bien posé est un problème à moitié résolu. Personnellement, je pense que bien poser les problèmes à ce stade, c'est déjà beaucoup. Il ne s'agit pas de s'éparpiller dans tous les sens. Je vous invite également à travailler dans un esprit de tolérance et de respect mutuel. Il n'y a pas de place dans cette *World Policy Conference* pour les déclarations unilatérales de caractère idéologique ou polémique. Nous sommes réunis pour tenter de dégager des voies d'un bien commun.

Je suis confiant, dans cette perspective, que notre *World Policy Conference* va contribuer effectivement, au fil des années, à faire avancer un petit peu les choses. A cette fin, je rappellerai deux des principes énoncés à Evian. Nous voulons rassembler des personnalités engagées et souvent à très haut niveau dans la vie politique effective, avec des chefs d'entreprise et d'autres grands représentants de toutes les parties prenantes à ces problèmes de la mondialisation, y compris des leaders d'opinion. Nous voulons également donner la parole à des Etats qui, en pratique, n'ont habituellement pas voix au chapitre. C'est de cette manière que nous pouvons espérer construire un monde meilleur, un monde qui soit encore vivable en 2100, 2200. Et Dieu sait qu'il n'est pas facile d'imaginer à quoi ressemblera le monde en l'an 2200.

Mais il y a une chose que je sais : c'est que si nous ne nous y mettons pas aujourd'hui pour améliorer la gouvernance mondiale dans une perspective à long terme, le monde de 2100 ou de 2200 sera invivable.



Voilà, Mesdames et Messieurs, ce pourquoi nous sommes réunis. Je voudrais encore une fois remercier tous ceux et toutes celles qui ont travaillé dur pour permettre cette réunion. Tout particulièrement je me tourne vers nos amis marocains, et notamment ceux qui sont au premier rang, pour leur exprimer ma reconnaissance.